



**HAL**  
open science

# Les extrêmes droites européennes des années 1970 aux années 2000 : affiches de campagne

Alexandre Sumpf

► **To cite this version:**

Alexandre Sumpf. Les extrêmes droites européennes des années 1970 aux années 2000 : affiches de campagne. Matériaux pour l'histoire de notre temps, 2021, Les droites extrêmes en Europe depuis 1945, 139-142, pp.58-72. 10.3917/mate.139.0058 . hal-03678416

**HAL Id: hal-03678416**

**<https://hal.science/hal-03678416>**

Submitted on 25 May 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Les extrêmes droites européennes des années 1970 aux années 2000 : affiches de campagne

ALEXANDRE SUMPF, MCF - HDR EN HISTOIRE CONTEMPORAINE - UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

**Note de l'éditeur :** Cet article présente une sélection d'affiches commentée. Les pièces sont issues des fonds de La contemporaine (partis d'Europe de l'Ouest) et des Archives départementales des Hauts-de-Seine (Front national)<sup>1</sup>. L'auteur remercie Joseph Chantier et Pierre Arfeuille (La contemporaine), ainsi que Julien Le Margueresse (Archives départementales des Hauts-de-Seine) pour la mise à disposition des pièces.

Les droites extrêmes européennes de l'après-guerre sont issues de plusieurs courants idéologiques : monarchisme, nationalisme, fascisme et bonapartisme<sup>2</sup>. Elles sont également héritières de plusieurs expériences étatiques – du fascisme de Mussolini en Italie (1922) au franquisme espagnol (1936), en passant par le nazisme en Allemagne (1933) – ou mouvements politiques – le British Union of Fascism de Mosley (1932), le rexisme transformé par Léon Degrelle en Belgique (1936), les ligues de l'entre-deux-guerres, le poujadisme (1953-1958) ou l'OAS en France. Après l'effondrement de 1945, quatre vagues se sont succédées : néo-fasciste jusqu'en 1955, radicalisation des classes moyennes ensuite, puis la vague « national-populiste » à partir des années 1980, et enfin celle du « clash des civilisations » depuis le 11 septembre 2001.

On peut relever un fond commun d'idées chez ces partis des années 1970 à 1990. Au premier chef, la xénophobie : elle découle du mythe de l'unité nationale et de la haine des « autres » et du multiculturalisme qui menacent cette identité de corruption. Ce rejet de l'universalisme au profit du particularisme national qui dissimule (mal) un fond antisémite, voire carrément néonazi, s'acharne surtout contre l'immigration, en particulier après la crise pétrolière de 1973. Les étrangers, en situation régulière ou non, sont rendus responsables de tous les problèmes économiques et sociaux expérimentés par les sociétés occidentales percutées par le processus de désindustrialisation. Cette rhétorique s'adresse à la fois aux couches populaires qui se sentent déclassées et à des conservateurs arqués sur la suprématie de la « race » blanche et l'identité chrétienne de l'Europe.

L'autre adversaire favori de l'extrême droite est l'État central, jugé autoritaire, censeur des opinions radicales alternatives, responsable de la décadence de la nation. Comme, à partir des années 1990, les institutions européennes, l'État est accusé de légiférer de manière technocratique sans attention au « pays réel », au « peuple » qui se tait mais n'en pense pas moins. Ce positionnement d'opposition perpétuelle va de pair avec un discours antisystème – sans pour autant renoncer à la compétition électorale, au contraire – et volontiers anti-élites, malgré le niveau de vie de la plupart des responsables de parti. La contestation de la légitimité sociale de l'État conduit à remettre en cause l'un de ses apanages régaliens : la capacité à maintenir l'ordre. La formation de milices paramilitaires entend à la fois montrer l'exemple de ce que serait une véritable police, tout en offrant aux plus radicaux des militants un cadre dans lequel militer et à contenir (plus ou moins) leur violence. Le Vlaams Blok belge ou la Lega Nord italienne sont ouvertement sécessionnistes, mais la plupart de ces partis sont nationalistes : le British National Front est un supporter des Unionistes de l'Ulster et un contempteur virulent de l'IRA, le Movimento Sociale Italiano se voit en héritier de l'État fasciste, de même que la Falange de la JONS vis-à-vis du parti de Primo de Rivera. Si la loyauté au chef est souvent un trait fondateur de ces mouvances, avant les années 2000, c'est sans doute la France (Jean-Marie Le Pen) et l'Italie (Umberto Bossi, Pino Rauti) qui se distinguent de ce point de vue. Le premier est un tribun provocateur et plutôt cultivé, qui a le verbe haut et le sens de la formule. Le second est plus discret mais règne en maître incontesté sur la Lega lombarde (1982), puis la Lega Nord (1991). Le troisième, comme son prédécesseur Giorgio Almirante, est le représentant de la frange radicale du parti ; mais Almirante, qui a réussi à s'allier en 1976 avec les monarchistes, préfère soutenir en 1991 la fraction modérée de Gianfranco Fini. À l'inverse,

les extrêmes droites en Belgique et en Grande-Bretagne connaissent d'infinies guerres entre fractions qui les affaiblissent. En Espagne, ainsi, après la démission de Raimondo Fernandez-Cuesta en 1983, Diego Márquez Horrillo ne parvient pas à maintenir l'unité entre les nombreux courants internes de la Falange de la JONS.

Les systèmes électoraux propres à chaque pays jouent un certain rôle dans le succès des différents partis, marginaux en Espagne, en Grande-Bretagne, en France (jusqu'en 1986) et en Belgique (jusqu'aux années 2000), mais très présents en Italie. Tant le MSI que la Lega profitent des systèmes d'alliance et entrent même dans des coalitions gouvernementales grâce à Silvio Berlusconi qui joue sur le fond anticommuniste d'une partie de la population et sur les ambitions d'un personnel politique peu effarouché par la corruption. Les affiches sélectionnées coïncident souvent avec des campagnes électorales de niveau national ou local, notamment municipal. Cependant, certaines sont réutilisées en des occasions ultérieures et articulent avec d'autres campagnes moins conjoncturelles une propagande de fond. Pour reprendre la terminologie d'Antonio Gramsci aujourd'hui bien galvaudée, ces partis, surtout quand ils n'ont aucune chance de gouverner et sont renvoyés à leur radicalité ultraminoritaire, luttent pour l'hégémonie culturelle.

L'atténuation de la virulence de leur discours intervient en général quand ce combat apparaît gagné et que, par conséquent, ces partis deviennent des forces politiques de premier plan. Cela n'a jamais été le cas du BNP ni de la FDLJ ; le VB interdit en 2004 pour racisme et recréé immédiatement sous le nom de Vlaams Belang s'est lui vu dépassé par la Nieuw-Vlaamse Alliantie de Bart de Wever, maire d'Anvers, ancien bastion du VB. La Lega est devenue fédéraliste sous Fini, avant de renoncer à son positionnement centriste pour occuper avec brutalité le créneau xénophobe sous Salvini. Le MSI s'est transformé en *Allianza Nazionale* en 1995, substituée à la Lega au centre droit sous l'influence berlusconienne, puis dissoute en fondant le *Popolo della Liberta* en 2009. La « dédramatisation » entreprise par Marine Le Pen à partir de 2011 se poursuit.

En 1974, deux ans après la fondation du Front national, Jean-Marie Le Pen se porte candidat à l'élection présidentielle déclenchée par le décès de Georges Pompidou. Il a été le chef de campagne de Jean-Louis Tixier-Vignancourt en 1965, et lui-même député poujadiste de Paris en 1956-1958-1962. Faisant campagne avec un bandeau sur l'œil, se disant seul candidat de droite, il joue la carte de la jeunesse comme Giscard, contre Mitterrand. Alors que son parti vient de subir la scission d'Ordre nouveau, le groupuscule qui l'a appelé à les rejoindre, il n'arbore pas le symbole de la flamme tricolore directement décalqué de l'exemple du MSI italien ; seul le terme « nationale » et la mention de son statut de président du FN rappelle que Le



Fig. 1 : « Un président jeune », Élections présidentielles, 1974, Coll. AD Hauts-de-Seine

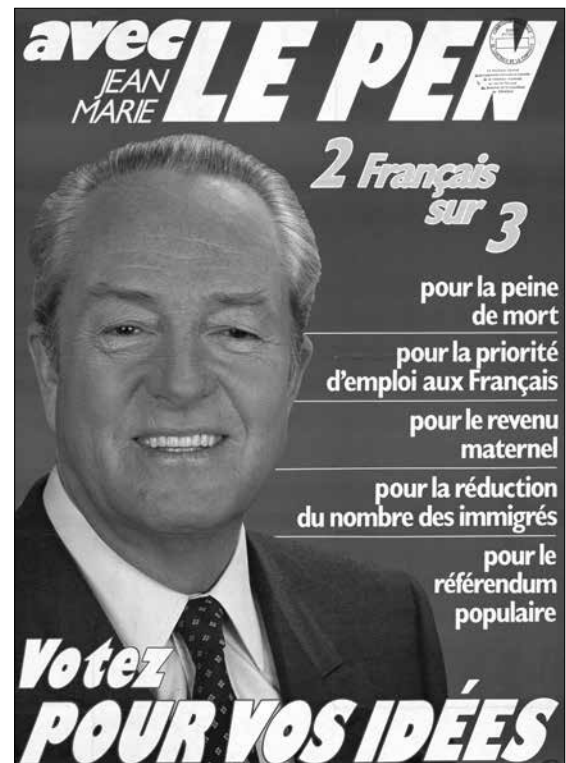
Pen représente un parti nationaliste. Les termes « salut public », liberté et fraternité cherchent à ancrer la candidature dans une rhétorique républicaine héritée de 1789. Contrairement à la ligne politique affichée dans les années 1980 après le tournant thatchérien, le Pen se revendique étatiste, là aussi un héritage à la fois de 1945 et de 1958. Enfin, il braconne sur les terres gaullistes en revendiquant une identité « sociale et populaire ». (Fig. 1)

Après la déconvenue des élections présidentielles de 1974, le Front national parvient à présenter des candidats dans un quart des circonscriptions aux élections législatives de 1978. Alors que le pays guette les résultats du programme commun signé entre communistes et socialistes, le parti de Le Pen fait campagne sur le thème de la censure d'État. Cette rhétorique classique du complot s'appuie sur le constat d'une (véritable) inégalité de traitement entre grands et petits partis, entre droite au pouvoir et autres tendances politiques. C'est pourquoi les termes codés à gauche, comme « lutte », et à droite comme « liberté » se télescopent sur l'affiche. Le choix délibéré du fond bleu foncé et l'absence de photographie

...

Fig. 2 : « On veut bâillonner la France », Élections législatives, 1978, Coll. AD Hauts-de-Seine

Fig. 3 : « Avec Jean-Marie Le Pen, votez pour vos idées », Élections présidentielles, 1988, Coll. AD Hauts-de-Seine



suggèrent que l'affiche originale a pu être recouverte et permet aussi de faire campagne à moindre frais puisqu'il s'agit d'un document générique. (Fig. 2)

Le Pen n'a pas réussi à réunir les 500 parrainages nécessaires pour concourir aux élections présidentielles de 1981. Il exerce rapidement la pression sur François Mitterrand afin que cesse la censure des médias appartenant à l'État, avec succès puisque le président socialiste tente une manœuvre destinée à affaiblir le parti gaulliste de droite, le RPR. Le passage du leader d'extrême droite à *L'Heure de Vérité*, le 13 février 1984, offre un beau score d'audience à l'émission de la deuxième chaîne. La droite elle-même a cédé aux sirènes du FN lors des municipales de 1983 : Marie-France Stirbois l'a emporté à Dreux grâce à une alliance avec le RPR. L'introduction d'une dose de proportionnelle aux élections législatives de 1986 n'évite pas la défaite annoncée de la majorité présidentielle, mais l'atténue en permettant à 35 députés frontistes d'entrer à l'Assemblée nationale et d'y former un groupe parlementaire.

Le Pen demeure la seule véritable figure connue du parti et sa notoriété l'autorise à solliciter une deuxième fois (sur quatre : il y aura encore 1995 et 2002) le suffrage universel lors de la présidentielle de 1988. Une nouvelle fois, l'affiche officielle de la campagne évite toute référence au FN et à sa flamme. L'argument central affirme que Le Pen dit tout haut ce que la majorité silencieuse,

le « pays réel », pense tout bas et qui est censuré par les partis au pouvoir. Populiste, il cible cinq problèmes de l'époque pour déployer sa rhétorique : la criminalité (peine de mort), le chômage, la natalité, l'immigration et la démocratie confisquée par les partis. Tout en prenant le contrepied des réformes mitterrandiennes, en une sorte de contre-révolution de droite, Le Pen se veut rassurant. Il déploie un rictus de dents blanches, quand Jacques Chirac esquisse un sourire apaisant et Mitterrand offre son profil impénétrable de sage. Malgré le recul de sa popularité après sa phrase sur les chambres à gaz « détail de l'histoire » (13 septembre 1987), Le Pen recueille 14,39 % des voix. (Fig. 3)

Lorsque Le Pen a porté le FN sur les fonts baptismaux, les deux derniers régimes autoritaires d'Europe occidentale disparaissaient : le 25 avril 1974, la révolution des Œillets met fin à la dictature de Salazar au Portugal, et le décès de Franco le 20 novembre 1975 déclenche un processus dénommé « transition démocratique » sous l'impulsion du roi Juan Carlos, l'ancien pupille du Caudillo qui a pris son indépendance. Il nomme Adolfo Suarez au poste de président du gouvernement et promulgue le 31 juillet 1976 une loi d'amnistie générale. Le parlement accepte sa dissolution, de même que le parti unique. Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) est légalisé à la fin de l'année, le parti communiste espagnol (PCE) le 9 avril 1977. Suarez fonde son propre parti,





Fig. 4 : « Change ton vote. Vote Phalange espagnole des JONS », sd., AFN137A305, Coll. La contemporaine

l'Union du Centre démocratique (UCD), tandis que les franquistes se rassemblent sous la bannière du Parti populaire (PP) de Manuel Fraga.

Certains groupuscules néofascistes opposés à la politique d'ouverture franquiste dès les années 1950 font le choix du terrorisme : l'attentat du 24 janvier 1977 rue d'Atocha à Madrid tue trois avocats défendant le PCE. Le retour du multipartisme et l'élection d'une Assemblée constituante le 15 mai 1977 conduisent d'autres fascistes se revendiquant du parti phalangiste à fonder un parti reprenant le célèbre nom. Les Juntas de Ofensiva nacional sindicalista (1931) avaient fusionné avec la Phalange espagnole en 1934, avant de devoir s'agréger dans le parti unique Movimiento nacional en 1937. Sur l'affiche, le symbole des JONS – flèches pour la guerre et joug pour les travaux agricoles – revient symboliquement en Espagne, libéré de l'écrasant patronage franquiste qui avait forcé l'abandon de la rhétorique révolutionnaire fasciste. Les couleurs rouge et noir sont celles de la Phalange fondée en 1933 par Jose Antonio Primo de Rivera, fils du dictateur Miguel Primo de Rivera ayant gouverné le pays de 1923 à 1930. C'est donc tout un passé refoulé qui fait son retour, comme s'il avait été lui aussi exilé comme les partis de gauche interdits et réprimés par le régime franquiste. Le slogan participe du constat qu'une ère nouvelle s'ouvre et que le fascisme peut enfin s'exprimer. Le parti obtient 0,25 % des voix en 1977, son record historique ; un seul député, Blas Pinar Lopez, a

porté ses couleurs au parlement grâce à la coalition des extrêmes droites dans l'Union nacional aux élections de 1979. Jusqu'à l'apparition de Vox en 2013, l'héritage du franquisme a donc été totalement récupéré par le PP, sans que ses dirigeants le revendiquent mais en maintenant les thèmes ultraconservateurs.

En Italie, le fascisme mussolinien n'a jamais été dissous dans un parti politique plus large<sup>3</sup>. Au contraire, c'est le Parti national fasciste qui a absorbé des formations concurrentes de la droite conservatrice et finit par devenir unique en 1926. Malgré la fin tragique du régime (République sociale italienne de Salò sous tutelle nazie) et du dictateur (pendu), le fascisme italien survit à son fondateur. Les dirigeants déchus de Salò, comme Giorgio Pini (nationaliste de gauche) ou Pino Romualdi, vice-secrétaire du Parti fasciste républicain fondé en 1943 à Salò et animateur des organisations clandestines Fasci di Azione Rivoluzionaria, décident de créer un parti. Le Movimento Sociale Italiano (Mouvement social italien, MSI) entend fédérer les nostalgiques moins de l'Italie mussolinienne que de la révolution fasciste du début des années 1920. Il se revendique anticapitaliste et antibourgeois. Dès 1947, tous les autres partis italiens se regroupent dans l'Arco costituzionale : ils se désistent systématiquement pour contrer le MSI. C'est l'ancêtre italien du front républicain français, comme la flamme tricolore du MSI a inspiré celle du Front national en

...

Fig. 5 : « Beaucoup d'années pour lutter, peu de mois pour mourir », sd., AFN142A522, Coll. La contemporaine

Fig. 6 : « L'Europe commence dans les banlieues », sd., AFN142A608, Coll. La contemporaine



France... qui a d'ailleurs bénéficié au départ d'un financement du MSI. En 1972, justement, le MSI brise son isolement en s'alliant avec les monarchistes de la Destra Nazionale (DN) et structure son audience auprès des jeunes avec le Fronte della Gioventu (FdG). Les affiches conservées à La contemporaine ne remontent pas aussi loin dans le temps et se rapportent plutôt aux années 1980 et 1990. La plus ancienne semble être celle correspondant à un positionnement assez audacieux et original à l'époque : la lutte contre la drogue. (Fig. 5)

Le cadre noir autour de l'image fait référence aux avis de décès placardés dans l'espace public italien. La drogue, venue d'ailleurs, assassine la jeunesse italienne en *chemise noire* et, pire, l'empêche de militer. La révolution nationale passe donc par la lutte contre les trafiquants et plus largement la criminalité, voire la mafia qui n'est pas nommée, mais à qui tout le monde pense évidemment à l'époque. Le succès futur du MSI de la période Fini (ancien dirigeant du FdG) se fondera sur le fait qu'il est le seul parti épargné par les révélations sur la collusion avec le crime organisé.

Marginalisé jusqu'à la fondation en 1994 de l'Alleanza nazionale (AN), le MSI ose s'aventurer sur des terrains politiques plutôt inattendus. Fidèle à sa rhétorique révolutionnaire initiale, aiguillonné par le FdG, le parti se présente aux élections européennes de 1984 comme

défenseur des classes populaires vivant dans les banlieues. L'affiche réalisée à cette occasion reprend les couleurs de la flamme tricolore et, signe qu'il s'adresse en particulier aux jeunes des cités romaines, adopte une police moderne rappelant la bande dessinée. La photographie en contre-plongée joue sur le contraste entre le dos massif du militaire italien lourdement armé, symbole anonyme de l'État oppresseur, et les habitants confinés dans leurs appartements à la symétrie répétitive de l'habitat social des années 1980. Contrairement aux banlieues françaises où se massent les immigrés, les faubourgs des grandes villes italiennes accueillent alors les plus pauvres, derniers transfuges de l'exode rural corollaire du « Miracle italien ». (Fig. 6)

À l'instar du Front national de Le Pen et de l'EPEN grec, le scrutin de liste en vigueur pour les élections européennes avantage le MSI, qui obtient entre 4 et 5 députés à chaque vote. En 1984, les trois partis se rassemblent dans le Groupe des Droites européennes (GDE). Il faut attendre encore une décennie pour que le MSI fasse sa révolution... politique. Giorgio Almiranti ayant choisi la jeunesse modérée (Fini) pour lui succéder contre le vieux héraut de la radicalité (Pino Rauti), le MSI se scinde entre majoritaires partisans d'une alliance avec la droite conservatrice de Silvio Berlusconi, et adeptes d'une farouche autonomie sans compromis<sup>4</sup>. Menés par Rauti,



Fig. 7 : « On ne touche pas à l'État social ! », sd., AFN142A591, Coll. La contemporaine



Fig. 8 : « Paie les taxes, âne du Nord », sd., AFN142A572, Coll. La contemporaine

ces derniers fondent le MSI-Fiamma Tricolore en 1995. Lors des élections générales des années suivantes, le petit parti scissionniste recueille un peu plus de 50 000 voix dans toute l'Italie, son maximum historique. Cela n'empêche pas Rauti, âgé de 71 ans, de rassembler ses fidèles à Rome en mai 1997 autour d'un cortège partant de la place de la République sur le parvis de la gare de Termini, puis d'un rassemblement piazza dei Santi Apostoli, près du palais du Quirinal. (Fig. 7)

La couleur rouge de l'affiche ne laisse aucun doute sur l'affirmation d'une identité révolutionnaire. Le jeune homme au visage à moitié plongé dans l'ombre pointe son doigt vers le passant comme l'ont fait avant lui Lord Kitchener en 1915, un volontaire de l'Armée rouge en 1918 ou l'Oncle Sam en 1943. Il exhorte ceux qui s'arrêtent à s'engager pour ce combat de défense... de l'État social démantelé par le tournant néolibéral et la berlusconisation de l'Italie. L'ancien policier de la République sociale de Salò, le créateur de la revue la plus influente auprès des jeunes de droite radicale, *Ordine Nuovo* (1955), pense donc toujours la politique comme une guérilla et ne renonce pas au combat pour l'hégémonie culturelle. Le MS-FT est anachronique dans l'Italie des années 1990 où l'héritier du parti communiste d'Italie ne rêve même plus de révolution. Le MSI de Fini, devenu parti de gouvernement de droite, se dissout en 2009, avant de renaître

sous le nom Fratelli d'Italia en 2013. Par une singulière tectonique, la radicalité de droite se fixe alors sur un parti régionaliste qui, au même moment, a modifié suffisamment son ADN pour gagner des suffrages dans les (nombreux) territoires opposés au pouvoir de Rome. La Ligue du Nord a été fondée en tant que parti en 1991 par la fusion entre la Ligue lombarde et la Ligue vénète<sup>5</sup>. Son premier dirigeant, Umberto Bossi, revendique alors l'indépendance de la région du Pô, la Padanie. La rhétorique est marquée à l'extrême droite : xénophobie différentialiste, euroscepticisme et par-dessus tout dénonciation du gouvernement italien sous le slogan « Rome la voleuse ».

C'est le thème de l'affiche dessinée, lorgnant vers la caricature, qui a été déclinée en plusieurs modèles en 1993 : pour le nord, pour la Lombardie et pour la Vénétie. (Fig. 8)

Les couleurs nationales – vert, blanc et rouge – sont utilisées pour donner une définition spéciale de l'unité représentées par les trois bandes de taille égale sur le drapeau italien. Le Nord (ou ses composantes) riche et industriel est dépeint en poule aux œufs d'or exploitée dans son poulailler ; une Mamma en costume traditionnel, tout sourire, n'a qu'à tendre les bras pour recueillir la ponte miraculeuse. Quant au Mezzogiorno, il n'existe tout simplement pas. Le ton railleur et le dessin simpliste sont signés par le logo de la Ligue et par le nom de son fondateur, qui joue sur de

...



Fig. 9 : « Il y a une révolution à conclure », AFN142A565, Coll. La contemporaine



vieux ressorts populistes : fainéantise des Italiens du sud, corruption des fonctionnaires de Rome, invasion des immigrés. L'accusation de racisme n'est pas réfutée, mais assumée : les personnes extérieures à la Padanie sont tous des barbares envieux de la civilisation du Nord italien. Le logo inscrit dans un cercle une image de soldat médiéval inspiré du monument au combattant de Legnano réalisé en 1900 par Enrico Butti dans la ville du même nom<sup>6</sup>. Il honore la mémoire d'une bataille gagnée en 1176 par la Ligue lombarde contre le Saint-Empire romain germanique de Frédéric Barberousse. À l'époque du *Risorgimento*, cette victoire est considérée comme un symbole de la résistance contre l'Autriche et une étape du processus d'unification de l'Italie. Comme le suggère la deuxième affiche, le régionalisme porté par la Ligue du Nord se pare des habits de la révolution nationale italienne, à laquelle il emprunte le *Va Pensiero* de Giuseppe Verdi choisi comme hymne de la Padanie. Ce discours électoral ne peut donc s'adresser qu'à une frange réduite de l'électorat italien. (Fig. 9)

Logiquement, les premiers élus (grâce à des alliances variables) sont très locaux. Dans les années 1990, la Ligue du Nord consent d'importants efforts de pédagogie pour consolider sa base politique. En vue des élections légis-

latives de 1996, Bossi décide de mettre en sourdine le discours indépendantiste et anti-immigration pour se démarquer de l'alliance structurée à droite autour du parti Forza Italia de Berlusconi. L'affiche très bavarde, presque anachronique tant elle rappelle un tract d'extrême gauche des années 1970, s'ingénie à situer pour l'ensemble des électeurs italiens ce parti qui tente de s'extraire de sa forteresse. Il s'affirme de centre droit, libéral, démocratique et fédéraliste. (Fig. 10)

La Ligue du Nord rejette la droite comme héritière du fascisme et facteur de désordre, la gauche comme bastion de l'État social dépensier et du centralisme romain. Elle fait le pari d'un futur « parti constituant » gouvernant au centre pour la réforme des institutions. Ce projet s'inspire des « grandes coalitions » formées en Autriche ou en Allemagne contre les extrêmes. Mais sous ses apparences légalistes et modérées, il s'agit bien d'une révolution constitutionnelle fondée sur la contestation radicale de la Deuxième République. Le succès n'est pas au rendez-vous : malgré l'effort de clarification tenté par l'affiche, les électeurs situent mal le parti, qui a gouverné en 1994-1995 dans le premier cabinet Berlusconi avant de rompre avec le magnat des médias. C'est pourtant ce dernier qui offre en 2006 à Bossi la possibilité de proposer un référendum sur le fédéralisme, rejeté à 61,3 % par les Italiens (52,5 % de participation) ; le « oui » ne l'emporte qu'en Lombardie et en Vénétie.

Quoiqu'unifiée elle aussi tardivement, l'Allemagne n'a jamais connu de puissant mouvement régional indépendantiste : le système fédéral adopté par la RFA en 1949, et étendue aux *Länder* de l'Est après la réunification de 1990, garantit suffisamment de pouvoirs aux territoires pour éviter cet écueil. En revanche, le pays porte le très lourd héritage du régime national-socialiste et le non moins pesant traumatisme de la partition en deux régimes hostiles. Si les « petits procès » des années 1950-1960 entament le processus allemand de dénazification et impose dans le débat public le devoir de mémoire, l'Allemagne ancrée dans le camp du « monde libre » se définit par la haine du communisme – le parti communiste y est d'ailleurs interdit. La peur du rouge (soviétique) et de ses chars, des terroristes de la « Bande à Baader » (Fraction Armée rouge) et l'omerta sur le passé nazi de nombreux citoyens favorisent une certaine tolérance à l'égard des mouvements nationalistes. Ils apparaissent en outre moins dangereux que les terroristes d'extrême droite, qui répondent en actes à celui d'extrême gauche : le 22 août 1980 à Hambourg (2 morts dans un foyer de réfugiés vietnamiens) et le 20 septembre suivant à Munich pendant l'Oktoberfest (12 morts, 213 blessés). Avant que les néo-nazis renouent avec la violence meurtrière en 1991 et 1992, un parti reprend le flambeau de la





Fig. 10 : « NOUS sommes ICI », AFN142A567, Coll. La contemporaine

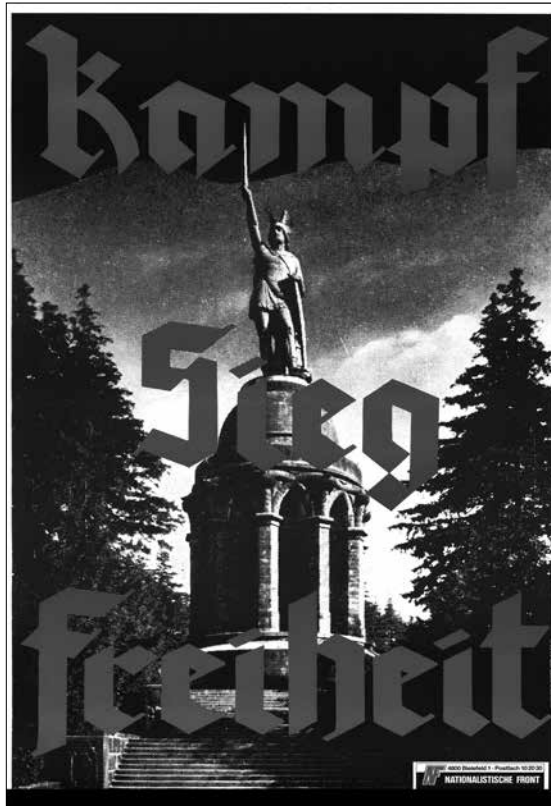


Fig. 11 : « Combat, Victoire, Liberté », AFN063A153, Coll. La contemporaine

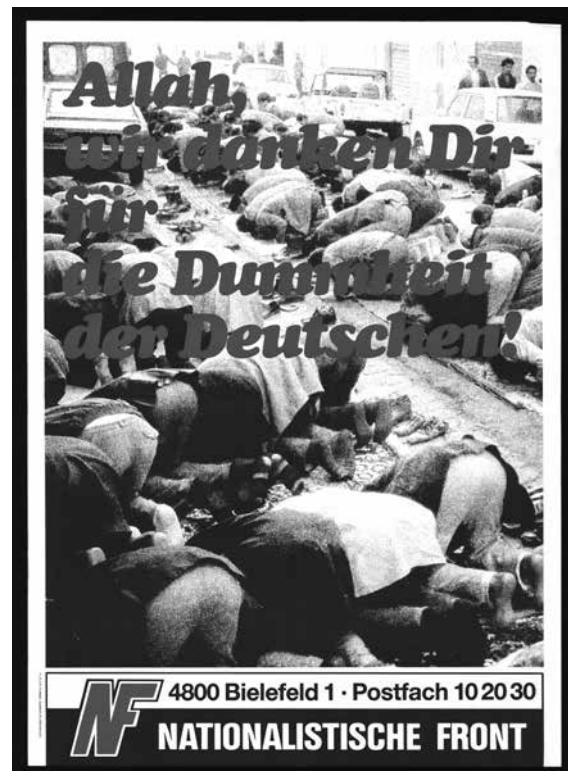
haine nationaliste : le Nationalistische Front (Front national), fondé en 1985 à Bielefeld et interdit en 1992. C'est un groupuscule qui n'a jamais fédéré plus de 200 militants, se livrant volontiers aux rituels païens impliquant le feu et affichant un antisémitisme virulent. Il éclot dans un paysage d'où a peu à peu disparu le parti national-démocrate d'Allemagne (NPD), né en 1964 au moment où le Parti impérial allemand (DR) créé en 1949 allait disparaître. Plusieurs mouvements se revendiquent alors du NSDAP, comme le Aktionsfront Nationaler Sozialisten/Nationale Aktivisten créé en 1977 et dissous en 1983, le Gesinnungsgemeinschaft der Neuen Front, fondé en 1984. Comme souvent sur ces marges du spectre politique, la dissolution du Deutschlands/Partei der Arbeit (VSBD) et l'emprisonnement de son leader Friedhelm Busse en 1982 poussent ses partisans, réunis à Munich en 1983, à fonder un nouveau mouvement. Le Nationale Front/Bund Sozialrevolutionärer Nationalisten (NF/BSN) prend en 1984 son nom définitif (Nationalistische Front), puis se structure en parti le 16 novembre 1985. Il est dirigé par Bernhard Pauli, ancien membre du Nationaldemokratischer Hochschul-Bund, du Solidaristische Offensive (SOL) et du VSBD. À l'instar de nombre de ces organisations, le Nationalistische Front est infiltré par les services de renseignement allemands – en l'occurrence celui de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie où se situe Bielefeld. L'agent Norbert Schnelle

aurait été impliqué dans des infractions pénales, après avoir mis en garde ses camarades contre les perquisitions. Ses émoluments auraient notamment servi à financer les campagnes d'opinion du parti. La cible prioritaire du Nationalistische Front est la jeunesse, des deux côtés du Mur : ses militants entrent en contact avec la scène skinhead est-allemande, contribuant à les acculturer au nazisme, sujet totalement censuré par les autorités communistes. Son programme fondé sur les idées des frères Strasser, représentants de l'aile gauche du NSDAP dans les années 1920, rejette dos-à-dos communisme et capitalisme, et vise à libérer le pays du soi-disant pouvoir décisionnel étranger sur le destin national. (Fig. 11)

Ce n'est donc pas un hasard si l'une des affiches reproduit en légère contre-plongée le célèbre monument à Arminius (Hermannsdenkmal) érigé entre 1841 et 1875 dans la forêt de Teutberg. Les sapins et les arcades romanes convoquent les références du romantisme allemand, mouvement ayant contribué à l'essor de la conscience nationale. La localisation en Rhénanie-du-Nord-Westphalie joue de la proximité avec le centre géographique du parti tout en reprenant la perspective impériale allemande. En effet, en l'an 9 de notre ère, le chef chérusque Arminius a défait trois légions romaines au Teutberg, et ainsi garanti l'indépendance des « bar- ...

Fig. 12 : « Les «3/4 de notre peuple allemand sont pour : « les étrangers dehors ! » », AFN063A152, Coll. La contemporaine

Fig. 13 : « Allah, nous te remercions pour la stupidité des Allemands », AFN063A151, Coll. La contemporaine



bares » germains vis-à-vis de Rome. Pour la Prusse nationaliste de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Arminius incarne un symbole sensiblement équivalent à Vercingétorix pour la monarchie française et surtout pour Napoléon III. Ici, le slogan en trois mots fixe un programme de libération, mais fait aussi subtilement référence au nazisme avec le combat (*Mein Kampf*) et le cri de ralliement des nationaux-socialistes (*Sieg Heil* !). En outre, si le régime hitlérien a refusé de classer le monument comme site de pèlerinage de la nation allemande (*Wallfahrtsstätte der deutschen Nation*), et a préféré organiser ses rassemblements dans une localité plus commode d'accès (Nuremberg), il figurait sur les documents de propagande, et Hitler a profité du double anniversaire de 1935 pour se dépeindre en successeur d'Arminius. Dans le fil des idées racistes du mouvement *völkisch*, la xénophobie et l'antisémitisme forment le noyau idéologique du Nationalistische Front. Son programme en dix points appelle en effet à

*« la lutte pour la préservation de l'identité nationale, des valeurs de vie et de la nature de la nation allemande, une lutte énergique contre le système d'autodissolution nationale, contre la poursuite de l'immigration étrangère et pour le rapatriement des étrangers. Cette lutte est à la fois un engagement pour l'épanouissement du peuple allemand dans son propre espace national et un engagement pour l'épanouissement des étrangers dont l'identité est menacée ».* (Fig. 12)

À la fin des années 1980, le droit du sang prévaut encore en Allemagne pour l'acquisition de la citoyenneté. De façon classique en Europe occidentale, le Nationalistische Front s'attaque aux « étrangers » en s'appuyant sur la supposée opinion de la majorité silencieuse, le pays réel. Le guerrier germanique dessiné dans le style des écrans informatiques de l'époque symbolise la modernité du combat à mener contre les envahisseurs. Ces mots parlent à certains Allemands, qui les convertissent en actes. En décembre 1988, Josef Saller, membre du parti, incendie une maison à Schwandorf où vivent principalement des étrangers ; trois personnes d'origine turque et un Allemand « de souche » décèdent. Ce bilan ne doit rien au hasard. Si les autorités de la RFA ont signé des accords pour des migrations de travail d'abord avec l'Italie, l'Espagne et la Pologne, c'est l'arrivée des Turcs – également en vertu d'un accord bilatéral – qui fait le plus réagir les nationalistes. Le flux est interrompu en 1973, mais le regroupement familial et les naissances contribuent à la croissance de cette communauté, qui passe de 652 000 à 1,546 million de personnes entre 1971 et 1981. Depuis les années 1960, « Turc » et « musulman » sont synonymes en Allemagne, bien que les Bosniaques ou d'autres communautés plus réduites pratiquent aussi cette religion. Les mosquées allemandes ont souvent un style ottoman, la couleur de peau et le nombre de Turcs les rendent plus visibles que les autres. Ils incarnent aussi les classes très pauvres que la RFA ne connaît plus vrai-



ment. Pour les militants du Nationalistische Front, leur pratique religieuse les rend intolérables. Aujourd'hui, ce discours a été banalisé par le mouvement PEGIDA (Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident) né en ex-RDA, mais à l'époque, il affiche une haine de l'islam encore embryonnaire. Sur l'affiche, le cliché montre des fidèles de dos, priant à la mosquée sur leurs tapis, déchaussés. C'est une position qui identifie immédiatement la religion tout en moquant cette prosternation. La position permet aussi de ne montrer aucun visage – afin de rendre anonyme, indistincte même, cette masse photographiée selon une perspective amplifiant l'effet de nombre. (Fig. 13)

Enfin le slogan, antireligieux, parodie une prière pour mieux s'attaquer à la tolérance religieuse des Allemands, raillée de façon insultante. L'affiche en entier relève donc de la provocation volontaire cherchant à susciter les commentaires, indignés si possible. La teneur xénophobe, au premier ou au second degré, de l'humour, sert donc de véhicule au message de tradition nationaliste qui innove et se rénove avec l'islamophobie.

En Grande-Bretagne, à la même époque, on retrouve ces traits dans le discours virulent d'un autre Front national qui se revendique comme britannique mais est principalement anglais<sup>7</sup>. Le British National Front (BNF) est le principal parti d'extrême droite du Royaume-Uni lors des trois décennies qui suivent sa création en 1967. C'est une formation politique pronazie et révisionniste qui est plus influente que le British Movement, l'autre parti d'extrême droite à l'époque. Le BNF connaît de petits succès électoraux notamment en 1979, quand il obtient un peu moins de 200 000 voix (soit 0,6 % des suffrages). (Fig. 14)

Au début des années 1980, l'Irish Republican Army (IRA) intensifie sa lutte avec la grève de la faim fatale de Bobby Sands en 1981, la contestation électorale systématique par la branche politique (Sinn Fein)... et une série d'attentats à la bombe, notamment en 1982 à Hyde Park et Regent's Park, ou à la convention du parti conservateur à Brighton, qui visait la première ministre Margaret Thatcher. Le National Front n'est pas implanté en Irlande du Nord, mais il est logique qu'il apporte son soutien à la cause unioniste. La violence du message est à la hauteur du climat de l'époque des « Troubles », les slogans simples frappent comme des fouets. Le militant de l'IRA, en uniforme paramilitaire, brocardé en plus comme communiste (ce qui était le cas de sa branche Irish National Liberation Army apparue en 1974), est en train d'étouffer : les nationalistes anglais désirent qu'on fasse souffrir les ennemis de la nation et que les vrais patriotes jouissent de ce spectacle.



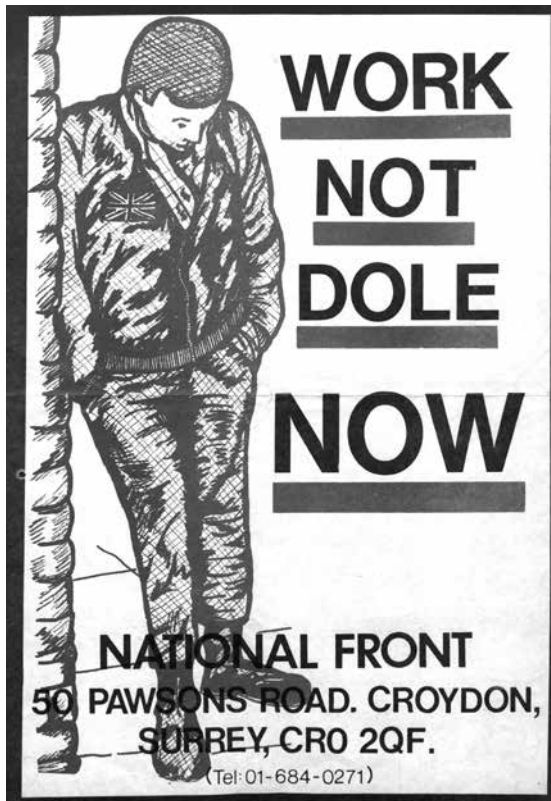
Fig. 14 : « L'Ulster est britannique à jamais », AFN127A267, Coll. La contemporaine

La décennie de libéralisation de l'économie décidée par Thatcher plonge la classe ouvrière britannique dans la détresse, à mesure que la crise économique clôt mines et entreprises. La jeunesse britannique blanche représentée sur la seconde affiche est durement touchée ; le National Front exige pour elle du travail, ce qui montre que l'on se situe au moment où la seconde génération du NF a perdu le contrôle au profit d'une nouvelle direction se revendiquant de la pensée d'Otto Strasser. Elle rompt avec les théories libérales à l'intérieur et protectionnistes contre les capitaux et les produits étrangers et revendique désormais une politique distributive. Cependant, le parti entend mettre fin à la perception du Royaume-Uni comme un « paradis des paresseux » en veillant à ce que tous ceux qui sont capables de travailler le fassent plutôt que de subsister grâce aux allocations de chômage. (Fig. 15)

...

Fig. 15 : « Le travail et pas l'allocation, maintenant », AFN127A268, Coll. La contemporaine

Fig. 16 : « NF coupable de tout ! », AFN127A270, Coll. La contemporaine



Le NF ambitionne surtout d'activer les réflexes racistes et suprémacistes. Ses électeurs se recrutent moins dans les quartiers de forte immigration que dans ceux où règne depuis des décennies la xénophobie, comme l'East End de Londres et les Midlands, où l'on craint plus pour la culture autochtone que pour l'emploi. Les campagnes d'affichage destinées à recruter des militants traitent de thèmes plus modérés et consensuels que les idées radicales revendiquées en interne, violemment antisémites et négationnistes. Alors que le National Front voit son influence reculer du fait de l'essor du British National Party fondé en 1982, une campagne de publicité pour le mensuel du parti se positionne juste avant la scission de 1986 sur le sujet de la vérité alternative. (Fig. 16)

La fausse une parodie la mise en page du tabloïd *The Sun*, célèbre pour sa jeune femme dénudée en page 3. Renommé *La Racaille*, le faux journal annonce pour 1985 30 pages de « gros nichons et gros culs », raille les concours attrape-nigauds, et dresse une liste d'accusations farfelues contre le parti : responsable du Grand incendie de Londres et du vol des bijoux de la Couronne, adhésion de Gengis Khan au parti, responsabilité de voyous du parti dans le naufrage du Titanic, etc. La page est interrompue, comme déchirée, par un bandeau oblique noir promettant d'offrir

les véritables faits dans le *National Front News*. C'est aussi une manière d'inscrire le parti dans les grandes scissions de l'histoire nationale.

En Grèce, le parti EPEN (Union politique nationale) a été fondé par l'ancien dirigeant de la dictature des colonels, Georgios Papadopoulos, le 30 janvier 1984. Dix ans plus tôt, la junte au pouvoir depuis 1967 a été déposée, le parti communiste légalisé, la République instaurée (en 1975)... et comme en Espagne, l'impunité a tenu lieu de politique de réconciliation. Papadopoulos ne s'embarrasse pas et, à l'image du Front national français en 1972, il adopte le symbole de la flamme fasciste du MSI italien, en bicolore (bleu et blanc). Interdit en 1996, son parti n'a jamais obtenu de siège de député en Grèce, mais a envoyé des représentants au Parlement européen dès 1984. Nikos Michaloliakos, futur fondateur du parti néofasciste Aube dorée, a été le président des Jeunes de l'EPEN. Les affiches les plus construites visuellement au sein de la collection de La contemporaine s'attachent à faire le lien avec les pages glorieuses du passé national. (Fig. 17)

Peut-être réalisée à l'occasion du 45<sup>e</sup> ou du 50<sup>e</sup> anniversaire de la bataille de Vitsi (30 août 1949), la première célèbre la victoire des forces gouvernementales contre



l'Armée démocratique (communiste) qui mit fin à la guerre civile. Le cadre aux couleurs nationales, qui sont aussi celles du parti, sert d'écrin à une mise en scène en ombres chinoises rappelant une image de propagande américaine de la Guerre du Pacifique. Mais au lieu de GI's plantant la bannière étoilée sur Iwo Jima, ce sont des soldats grecs qui dressent l'étendard surmonté de la croix orthodoxe. La patrie et la foi triomphent de l'hérésie étrangère qu'est le communisme importé de l'étranger. (Fig. 18)

La seconde affiche, encore plus explicite, revendique la violence politique et joue sur la nostalgie supposée des Grecs pour la période de la guerre civile. L'EPEN célèbre les « événements de décembre », début des combats entre les deux résistances à l'occupant nazi, après la décision des communistes d'instaurer leur gouvernement en mars 1944. Le 3 décembre, une manifestation de l'EAM-ELAS dans le centre d'Athènes est réprimée dans le sang par la police avec le soutien de l'armée britannique. Le bilan s'élève à 28 morts et 148 blessés dans le camp rouge : la guerre civile est lancée, ne s'interrompant pour ce qui concerne la partie britannique que par l'accord de Varkiza (12 février 1945). L'affiche appelle au rassemblement dans le quartier Makryiánni situé au pied de l'Acropole, nommé d'après un général héros de la guerre d'indépendance de 1821-1829. C'est aussi là que se dressait le quartier-général de la gendarmerie où se sont déroulés certains affrontements de décembre 1944.

Sur fond jaune faisant ressortir les personnages, se découpent un jeune homme vu en forte contre-plongée, ressemblant à la statue d'un *kouros*. Il brandit une hache à double tranchant symétrique, l'un des plus vieux symboles de la civilisation crétoise et grecque, associée dans la mythologie aux éclairs de Zeus. Dans l'art classique grec, cette hache est utilisée pour les sacrifices rituels. Ici, au lieu d'un bœuf, le dessinateur a peint en brun un loup aux yeux rouges, tatoué de la faucille et du marteau. Un premier coup a été donné, et le mouvement indique que le prochain coup sera fatal. Le parti EPEN promet donc à la gauche qui refait surface depuis la fin du régime des colonels une nouvelle terreur blanche.

La Belgique s'est également constituée en État à la faveur des révolutions nationales des années 1820. État-tampon entre influences française, prussienne et anglaise, elle a été détachée des Pays-Bas en 1830 et associée des francophones, les Wallons, et des néerlandophones, les Flamands. Historiquement, le pays noir qui a bénéficié de la précoce industrialisation portée par les capitaux français et britanniques (Cockerill) était le pays wallon. Les Flamands considéraient qu'ils étaient dominés par



Fig. 17 : « GRAMMOS - VITSI. La volonté indéniable de la nation de rester libre », AFN141A168, Coll. La contemporaine

Fig. 18 : « Décembre 1944... la nation écrase le marxisme... Dimanche 4 décembre [1987], allons tous à Makryiánni », AFN141A169, Coll. La contemporaine



...

Fig. 19 : « Anvers aux Anversoïis ! », AFN135A197, Coll. La contemporaine

Fig. 20 : « Arrêtez la collaboration avec l'Islam », AFN135A200, Coll. La contemporaine



les Wallons et certains ont tenté de prendre leur revanche lors des deux occupations allemandes (1914-1918 et 1940-1945). Pourtant, le principal mouvement de l'extrême droite belge, ouvertement fasciste dès 1935 et s'inspirant du nazisme, est le rexisme du Wallon Léon Degrelle. Collaborationniste pendant la Seconde Guerre mondiale, il est concurrencé en Flandre par le Vlaams Nationaal Verbond (Ligne nationale flamande, 1933-1945). Les divers courants nationalistes de Flandre s'unissent fin 1954 dans la Volksunie, dont le Vlaams Blok est un courant dissident constitué en 1979 en tant que parti<sup>8</sup>. Avant les élections européennes de 1989, le parti de Karel Dillen peine à cristalliser le vote nationaliste flamand en dehors de son bastion anversoïis. (Fig. 19)

Lors des élections municipales de 1988, le VB tente d'arracher la ville aux socialistes flamands qui la dirigent depuis 1946. Son député Dillen creuse donc le thème de l'insécurité lancé à partir de 1985, plus porteur que l'indépendantisme. La progression aux élections fédérales de 1987 permet à ses camarades Gerolf Annemans et à Filip Dewinter d'entrer à la Chambre des Députés. Ce dernier développe un discours anti-immigrés, au grand déplaisir des militants historiques qui regrettent que la cause flamande recule au second plan et qu'on adopte la position du Front national français. De fait, cette influence se ressent dans le slogan de l'affiche,

inspiré de la devise de L'Œuvre française, « La France aux Français ». Il ressort en lettres capitales sur le fond aux couleurs de la Flandre, référence à la maison d'Orange. Le cadre se surimpose ainsi aux banderoles de la manifestation de musulmans comme un bandeau de censure, ou des pancartes couvrant la voix musulmane par la voix flamande.

Cette stratégie porte ses fruits aux élections européennes de 1989 (un député) et aux élections législatives de novembre 1991. Le VB s'implante en dehors de la province d'Anvers et devient le quatrième parti de Flandre, devançant la Volksunie. Dewinter décide d'intensifier le virage xénophobe : en juin 1992, le Nationalitische Vormingsinstituut publie les « 70 propositions pour résoudre le problème des étrangers ». La Commissaire royale à l'Immigration de 1989 à 1993, la chrétienne-démocrate flamande Paula d'Hondt, est l'une des cibles préférées du VB, qui la surnomme « Fatima d'Hondt ». (Fig. 20)

La grammaire visuelle de l'affiche reprend le code de celle de 1988, ce qui signale son origine anversoïise. Le VB s'est doté d'un nouveau slogan, « N'hésite pas à le dire », qui suggère que le parti se fait le porte-voix de l'opinion des vrais Flamands. L'attaque est doublement violente. Les mots d'abord : le VB reproche à son adversaire politique de « collaborer », un terme lourd de sens



Fig. 21 : « Le parti du peuple », AFN135A178, Coll. La contemporaine



Fig. 22 : « Il est temps qu'une femme accède pour la première fois à la tête de l'État », AFN126A155, Coll. La contemporaine

dans un pays ayant subi l'occupation nazie. On peut trouver ironique qu'un parti issu de formations qui ont justement assisté les nazis dans leur domination de la Belgique, il propose donc l'équation Islam = nazisme. Visuellement, ensuite, le visage de la femme politique apparaît greffé sur un buste de musulmane portant le voile. Le photomontage est volontairement artisanal, pour faire ressortir l'aspect monstrueux de cet attelage ; il tire aussi parti de la misogynie assumée du VB qui a fait campagne pour le retour des femmes au foyer. Puisque les musulmans sont des nazis et que le VB entend les chasser, voire les détruire, ce cliché sonne comme un appel au meurtre. (Fig. 21)

Si cette radicalité rencontre un certain succès, elle limite aussi l'expansion du parti hors de ses zones traditionnelles d'influence. Ses dirigeants tentent donc de polir son image en redonnant la priorité au positionnement pro-flamand et en mettant parfois en sourdine le discours islamophobe. L'affiche annonçant une réunion à la Nouvelle bourse d'Anvers en janvier 1995, en vue des législatives, tranche par le recours à la couleur et le changement de slogan. Ce dernier, « le parti du peuple », est somme toute assez classique, mais il diffère sensiblement du précédent, « notre peuple d'abord ». Ce slogan souligne l'ambition nouvelle du parti : sa vocation à l'hégémonie dans le camp nationaliste et son intention de

concurrer sérieusement les deux grands partis flamands, le parti socialiste et le parti chrétien-démocrate. Il fait surtout pression sur leurs dirigeants pour qu'ils adoptent une ligne hostile à l'alliance traditionnelle avec leurs équivalents wallons. L'image montre une masse indistincte de dos, regardant ou marchant vers l'horizon d'où jaillit le soleil, le tout sous des nuées teintées en vert. Ce messianisme un peu grandiloquent entend certainement signifier que le VB seul exprime l'opinion du peuple et de la nation comme masse, mais il est maladroitement mis en scène. Le thème qui permit finalement au VB de gagner encore en audience fut celui de la corruption des autres partis, révélée par l'affaire Augusta (achat d'hélicoptères à l'Italie).

En Autriche, l'émergence de la droite nationale-populiste date également des années 1990. Après-guerre, de 1945 à 1949, un demi-million de citoyens convaincus de nazisme avaient été privés de droit de vote. À compter de cette date, la mouvance d'extrême droite a pu à nouveau former un parti affirmant que la nation autrichienne n'existe pas en tant que telle et doit réintégrer la Grande Allemagne. Le FPÖ, Parti de la liberté d'Autriche, hésite depuis les années 1970 à tenir une ligne libérale contre l'étatisme de la grande coalition entre chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates. Il revient toutefois à ses fondamentaux en 1986 sous l'influence

...

- de Jörg Haider, futur chef de gouvernement de la Carinthie (1999-2008) qui propose une synthèse entre nationalisme radical et ultralibéralisme décomplexé<sup>9</sup>. Comme Jean-Marie Le Pen, Haider est doté d'un charisme certain et d'un sens de la provocation qui font le bonheur des médias. Il doit toutefois composer avec la frange libérale du parti qui plaide pour la coalition avec les autres forces politiques. (Fig. 22)

Lors de la campagne pour la présidentielle de 1992, le FPÖ décide de présenter Heide Schmidt, alors présidente du Conseil national, la Chambre basse autrichienne. Elle est l'une des principales représentantes de la fraction minoritaire, et quittera le parti en 1993 pour fonder le Liberales Forum, parti de centre droit. Le slogan féministe est doublement opportuniste : il contente les modérés qui n'ont aucune chance de l'emporter (Schmidt

obtiendra 16,4 % des voix), tout en faisant passer le parti extrémiste pour un mouvement progressiste. Si on affiche tout simplement les trois couleurs en vue de la compétition pour le poste de président de l'État fédéral, l'absence du visage de la candidate n'implique pas un regard critique sur l'image de la femme – mais suggère plutôt qu'elle ne peut incarner le Parti. Barbara Rosenkranz sera aussi candidate du FPÖ en 2010, cinq ans après que Haider a fait sécession du fait de la victoire de la tendance Heinz-Christian Strache, et deux ans après le décès accidentel du chef de gouvernement de la Carinthie. Alors qu'il avait mené le FPÖ au sommet en 1999, Haider a dû renoncer à entrer dans le gouvernement de coalition « bleu-noir » (FPÖ-ÖVP) dirigé par le leader de droite Wolfgang Schlüssel. Il se retire dans son fief de Carinthie et laisse Susanne Riess-Passer devenir vice-chancelière. ■

## Notes

1. < <https://opendata.hauts-de-seine.fr/explore/dataset/fr-229200506-affiches-electorales/images/?disjunctive.theme> >
2. Nicolas Lebourg, Jean-Yves Camus, *Les droites extrêmes en Europe*, Paris, Le Seuil, 2015
3. Pauline Picco, *Liaisons dangereuses. Les extrêmes droites en France et en Italie (1960-1984)* Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016.
4. Piero Ignazi, « La force des racines : la culture politique du Mouvement social italien au seuil du gouvernement », *Revue française de science politique*, 44<sup>e</sup> année, n°6, 1994. p. 1014-1033.
5. Lynda Dematteo, *L'Idiotie en politique. Subversion et néo-populisme en Italie*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2007,

- Chap. 1 : « La rébellion du Nord », p. 13-55 ; Chap. 2 : « Le spectacle indépendantiste de la Ligue », p. 57-100.
6. Martina Avanza, « Une histoire de la Padanie. La Ligue du Nord et l'usage politique du passé », *Annales*, vol. 58 (2003), p. 85-107.
  7. Richard Thurlow, *Fascism in Britain. From Oswald Mosley's Blackshirts to the National Front*, Londres, I. B. Tauris, 1998.
  8. Serge Govaert, « Le Vlaams Blok et ses dissidences », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 1365, no. 20, 1992, p. 1-42.
  9. Patrick Moreau, *De Jörg Haider à Heinz-Christian Strache. L'extrême droite autrichienne à l'assaut du pouvoir*, Paris, éditions du Cerf, 2012.